

SERVICE
INDUSTRIEL DE
L'AÉRONAUTIQUE
DE CLERMONT-FD

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Référence : n° 01/2025/BMR/AIA CF

Version : 1 date : 01/06/2025

CCTP pour le (ou les) site(s) de ⁽¹⁾ : AIA AB ☐ AIA BX ☐ AIA BR ☐ AIA CF ☒ AIA CP ☐

(1) cocher les cases correspondantes

OBJET :

Mises à jour de l'Etude De Danger globale et du Plan d'Opération Interne

Références documentaires éventuelles :

- Arrêté ministériel d'autorisation d'exploiter du 31 Août 2015
- Note 1279 DEF/SGA/DMPA/SDIE/ENV du 9 septembre 2014 relative à la mise en œuvre de la directive SEVESO III
- L'instruction n° 24705/DEF/SGA/DAJ/D2P/DES du 12 mars 2012 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du Ministre de la défense
- Circulaire du 10 mai 2010 relative aux règles méthodologiques applicables aux études de danger
- Instruction n° 20737/DEF/SGA/DAJ/D/2/P/DSE du 09/05/03 relative au plan d'opération interne et aux plans d'urgences appliqués aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense

Résumé : ce CCTP concerne les mises à jour de l'Etude De Danger et du POI. Ces modifications sont liées à l'évolution de la réglementation, les modifications d'infrastructures du site, ainsi que les nouveaux besoins en carburant dans les ateliers de maintenance.

Entité émettrice: BMR / ENV

Mots-clés : Etude De Danger, ICPE, analyse des risques, évaluation environnementale, plan d'opération interne, SEVESO

REDIGE PAR

VERIFIE PAR

APPROUVE PAR

Émetteur du besoin
(nom, date, visa)
Zoé FRAISSE

Prescripteur
(nom, date, visa)
Gaëlle BELLARDO

Sous-directeur
(nom, date, visa)
Claudine ROCHIAS

Diffusion externe : /

Diffusion interne : HAUL

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

SOMMAIRE

Table des matières

| | |
|---|----|
| SOMMAIRE | 3 |
| 1. PREAMBULE | 5 |
| 2. OBJET / CONTEXTE | 6 |
| 2.1. OBJET | 6 |
| 2.2. PRESENTATION DU SITE | 6 |
| 3. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE | 7 |
| 3.1. DOCUMENTS DE REFERENCE ET A APPLIQUER | 7 |
| 3.2. DONNEES D'ENTREE A DISPOSITION | 7 |
| 3.3. TERMINOLOGIE | 8 |
| 4. DEFINITION DU BESOIN | 9 |
| 4.1. PRESENTATION DU BESOIN | 9 |
| 4.2. ETUDE DE DANGER | 9 |
| 4.2.1. EXIGENCES LIEES AU PERIMETRE DE LA PRESTATION | 9 |
| 4.2.2. EXIGENCES APPLICABLES A L'AIA CF | 10 |
| 4.2.3. EXIGENCES RELATIVES AUX FOURNITURES ATTENDUES PAR L'AIA CF | 10 |
| 4.2.4. EXIGENCES RELATIVES A LA STRUCTURATION DE LA PRESTATION | 11 |
| 4.2.4.1. MANAGEMENT, ORGANISATION | 11 |
| 4.2.4.2. LOGIQUE DE DEROULEMENT ET DE SUIVI DE PROJET | 11 |
| 4.3. PLAN D'OPERATION INTERNE | 12 |
| 4.3.1. EXIGENCES LIEES AU PERIMETRE DE LA PRESTATION | 12 |
| 4.3.2. EXIGENCES APPLICABLES A L'AIA CF | 12 |
| 4.3.3. EXIGENCES RELATIVES AUX FOURNITURES ATTENDUES PAR L'AIA CF | 13 |
| 4.3.4. EXIGENCES RELATIVES A LA STRUCTURATION DE LA PRESTATION | 13 |
| 4.3.4.1. EXIGENCES DE MANAGEMENT, ORGANISATION DE LA PRESTATION | 13 |
| 4.3.4.2. LOGIQUE DE DEROULEMENT ET DE SUIVI DE PROJET | 13 |
| 4.4. GESTION DE LA DOCUMENTATION | 15 |
| 4.5. MAITRISE DES COUTS ET DES DELAIS | 15 |
| 4.6. EXIGENCES DE QUALIFICATIONS POUR LA REALISATION DE LA PRESTATION | 15 |
| 4.7. OPERATIONS DE VERIFICATION DE LA CONFORMITE, D'ACCEPTATION ET D'ADMISSION DE LA PRESTATION | 15 |
| 4.8. EXIGENCES LIEES AU SITE | 16 |
| 4.8.1. CONDITIONS D'ACCES A L'AIA CF | 16 |
| 4.8.2. EXIGENCES CONCERNANT HSCT | 18 |
| 4.8.3. EXIGENCES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 19 |

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

| | | |
|--------|--|----|
| 4.8.4. | EXIGENCES DE CONFIDENTIALITE | 19 |
| 4.8.5. | SEPARATION DES DONNEES DE L'ACHETEUR ET DES DONNEES D'AUTRES CLIENTS | 20 |
| 4.8.6. | CLAUSES RELATIVES AUX INCIDENTS SUR LES SYSTEMES D'INFORMATION | 20 |
| 4.8.7. | RESPECT DES REGLES LIEES AUX SYSTEMES D'INFORMATION DU SIAE | 20 |

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

1. PREAMBULE

L'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand (AIA CF) est un établissement étatique industriel.

Il dépend du Service Industriel de l'Aéronautique (SIAé) qui est rattaché à l'Etat-Major de l'Armée de l'Air et de l'Espace (EMAAE) et au Ministère des Armées (MINARM).

Il réalise la maintenance industrielle d'aéronefs militaires pour la cellule et les équipements associés. Il assure également l'étude et la réalisation d'installations spéciales et de modernisation pour certains aéronefs dans le cadre de programmes spécifiques.

Sur l'emprise de Clermont-Ferrand, où travaillent quotidiennement 1 500 personnes (prestataires extérieurs compris), la majorité des personnels travaille sur des aéronefs ou sur des équipements d'aéronefs afin d'en réaliser la maintenance. Le site couvre une superficie de 66 hectares, les infrastructures couvertes représentant une surface d'environ 170 000 m².

L'établissement bénéficie d'un arrêté ministériel d'autorisation d'exploiter des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) dont les principales sont :

- Une installation de chauffage de 31 MW de puissance (rubrique 2910-A-1),
- Onze ateliers de grand volume (rubrique 2930-1-b),
- Un atelier de traitement de surface (rubrique 3260),
- Un atelier de peinture d'aéronefs autorisé à 110 kg/jour (rubrique 2940-2-a),
- Dix fours électriques pour trempe d'alliages légers (rubrique 2561),
- Un parc de machines-outils pour le travail mécanique des métaux (rubrique 2560-2).

| | | |
|---|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|---|--|---|

2. OBJET / CONTEXTE

2.1. OBJET

La présente spécification technique a pour objet la mise à jour de l'Etude de Danger et du Plan d'Opération Interne attenant.

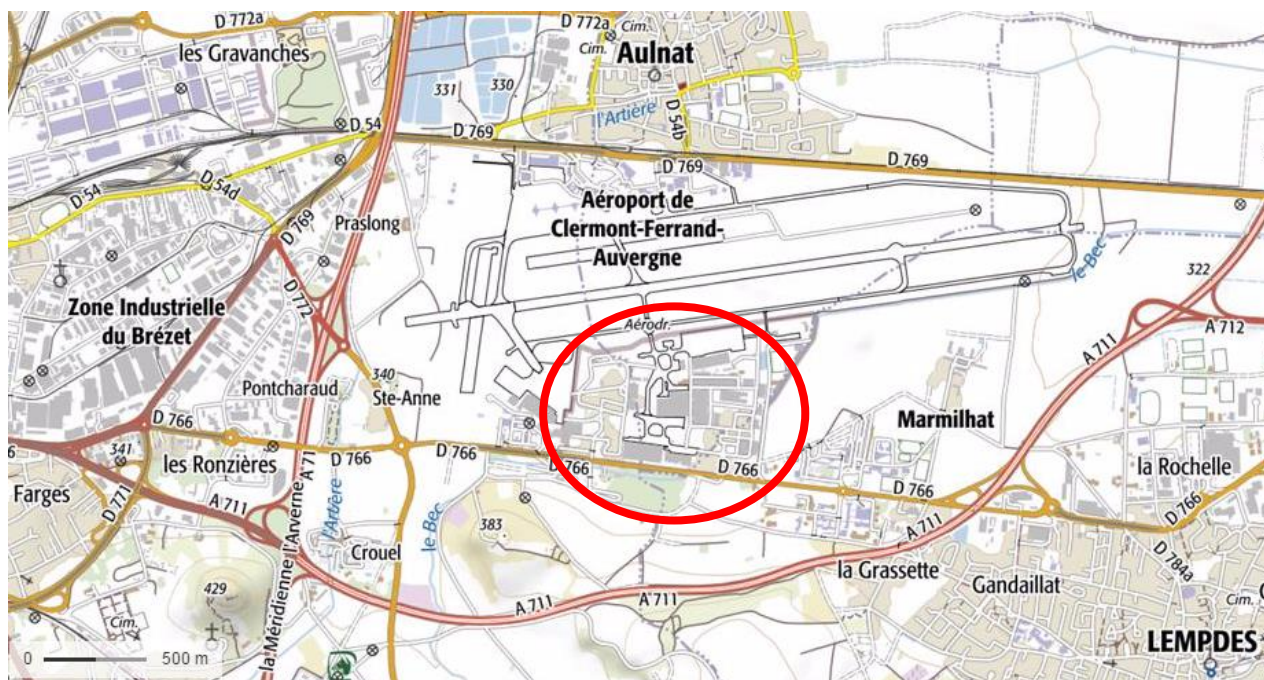
Des évolutions notables relatives à l'exploitation des ICPE, ainsi que de la réglementation sont à intégrer aux documents.

Les évolutions se traduisent par (liste non exhaustive) :

- La construction d'un pôle bâtiminaire supplémentaire,
- La construction d'un hall peinture,
- L'augmentation du besoin de volume de kérosène dans les réservoirs des aéronefs présents dans les ateliers de maintenance.

2.2. PRESENTATION DU SITE

L'AIA CF est situé à proximité de l'aéroport de Clermont-Ferrand, à l'Est de la ville. Il est implanté sur trois communes : Clermont-Ferrand, Aulnat et Lempdes.



L'établissement se situe au Sud de l'aéroport de Clermont Ferrand avec lequel il partage une piste de 3 km.

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

3. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

3.1. DOCUMENTS DE REFERENCE ET A APPLIQUER

- Arrêté ministériel d'autorisation d'exploiter des ICPE, du 31 août 2015, complémentaire à l'arrêté primitif du 8 juin 2009, pour l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand,
- Arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations classées du Ministère de la Défense,
- L'instruction n° 24705/DEF/SGA/DAJ/D2P/DES du 12 mars 2012 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du Ministre de la Défense,
- L'instruction n°300611 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises extérieures,
- Arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de danger, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,
- Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation et guide d'application du 28 décembre 2006,
- Instruction n° 20737/DEF/SGA/DAJ/D/2/P/DSE du 09/05/03 relative au Plan d'Opération Interne et aux plans d'urgences appliqués aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du Ministre de la Défense,
- Ainsi que toute la réglementation en vigueur nécessaire à la mise à jour de l'Etude de Danger et du Plan d'Opération Interne.

3.2. DONNEES D'ENTREE A DISPOSITION

- L'Arrêté Ministériel relatif à l'autorisation d'exploiter : l'AIA CF est autorisé à exploiter les installations ICPE localisées sur le territoire des communes de Clermont-Ferrand, Aulnat et Lempdes par l'arrêté ministériel du 08 juin 2009 consolidé le 31/08/2015,
- Les Etudes de danger historiques : des études totales ou partielles ont été réalisées en 2004, 2014, 2017, 2019, 2021 et 2023,
- Le Plan d'Opération Interne (POI) : revu dans son intégralité a été validé le 22/12/2021,
- Le Risque Foudre : rapport de l'étude de 2025,
- L'étude ATEX (Atmosphère Explosive) : cette étude réalisée pour l'ensemble des installations fait l'objet d'un zonage par bâtiment, d'une évaluation du risque d'explosion et de la détermination des conséquences pour le personnel et les installations. L'ensemble est consigné dans un document unique, le DRPCE,

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

- L'étude de sécurité pyrotechnique,
- Les différents plans du site,
- Autres documents : les plans et caractéristiques techniques.

Remarque :

L'AIA CF étudiera toutes les demandes complémentaires d'information exprimées par le titulaire visant au bon déroulement de la prestation.

3.3. TERMINOLOGIE

- **AIA CF** Atelier Industriel de l'**A**éronautique de **C**lermont-**F**errand
- **ATEX** **AT**mosphère **EX**plosive
- **BMR** **B**ureau **Ma**îtrise des **R**isques
- **CCTP** **C**ahier des **C**lauses **T**echniques **P**articulières
- **DRPCE** **D**ocument **R**elatif à la **P**rotection **C**ontre les **EX**plosions
- **EDD** **E**tude **D**e **D**anger
- **ICPE** **I**nstallations **C**lassées pour la **P**rotection de l'**E**nvironnement
- **MINARM** **M**inistère des **A**rmées
- **POI** **P**lan d'**O**opération **I**nterne

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

4. DEFINITION DU BESOIN

4.1. PRESENTATION DU BESOIN

La mission présentée dans ce CCTP concerne la réalisation, par un prestataire externe (dénommé « titulaire » dans la suite de ce CCTP) de la mise à jour de l'Etude De Danger puis du POI de l'AIA CF en fonction de l'activité du site et de la réglementation en vigueur.

4.2. ETUDE DE DANGER

4.2.1. EXIGENCES LIEES AU PERIMETRE DE LA PRESTATION

L'Etude De Danger globale site :

- Précisera les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation,
- Au besoin, donnera lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite,
- Définira et justifiera les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents,
- Justifiera que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation,
- Précisera, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre,
- Mettra en avant les seuils maximaux de carburant autorisés dans chacun des bâtiments du site liés à l'évolution des contraintes de production qui impose la présence d'une quantité résiduelle de kérosène en atelier pendant les cycles de maintenance,
- Précisera les produits de décomposition en cas d'incendie.

Le contenu de l'Etude De Danger devra être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts auxquels le projet est susceptible de porter atteinte (et, notamment, les intérêts décrits à l'article L. 511-1 du code de l'environnement).

L'étude tiendra compte du contexte du site, en particulier des spécificités liées à son classement SEVESO et à son activité pyrotechnique.

L'Etude De Danger comportera un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

4.2.2. EXIGENCES APPLICABLES A L'AIA CF

- La mise à disposition d'un responsable de suivi de contrat, interlocuteur privilégié pendant toute la durée de la prestation. Ce responsable sera le Chargé de Protection Environnement (CPE) de l'établissement,
- La mise à disposition de documents existants nécessaires à la réalisation de l'Etude De Danger : données chiffrées, schémas, plans des bâtiments, recensement SEVESO, registre ICPE, ...
- La validation des comptes rendus de réunion sous 8 jours calendaires maximum,
- L'accompagnement du titulaire pendant ses visites, muni de tous les badges et habilitations d'accès aux bâtiments, par le responsable de suivi du contrat ou par une personne nommément désignée par le CPE.

4.2.3. EXIGENCES RELATIVES AUX FOURNITURES ATTENDUES PAR L'AIA CF

Rédigées en langue française, les fournitures attendues sont les suivantes :

- Projet de l'Etude De Danger au format numérique modifiable pour relecture et validation adressée au responsable de suivi de contrat. Ce projet d'étude fera l'objet d'une présentation à l'occasion d'une réunion,
- 1 exemplaire papier de l'Etude De Danger définitive présenté en classeur au format A4 et 1 exemplaire en version numérique modifiable adressé au responsable de suivi de contrat,
- 1 exemplaire papier au format A4 du résumé non technique définitif présenté en classeur et 1 exemplaire en version numérique modifiable adressé au responsable de suivi de contrat.

Les comptes rendus des réunions sont à la charge du titulaire. Ils seront adressés par mail au responsable de suivi de contrat, au plus tard 8 jours calendaires après la tenue de celles-ci. La validation par le responsable de suivi de contrat interviendra dans un délai maxi de 8 jours calendaires également à compter de la date de réception du mail.

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

4.2.4. EXIGENCES RELATIVES A LA STRUCTURATION DE LA PRESTATION

4.2.4.1. MANAGEMENT, ORGANISATION

Le déroulement de la mission nécessitera une totale collaboration entre les différents intervenants.

Les intervenants identifiés à ce jour à l'AIA CF sont :

- Le CPE (Chargé de Protection Environnement) responsable de suivi de contrat,
- L'adjoint au Chargé de Protection Environnement.

Le titulaire devra :

- Mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution des prestations,
- Désigner un responsable unique pour l'exécution des prestations en charge :
 - De l'encadrement des opérateurs, de l'exécution des prestations, du respect des exigences réglementaires,
 - De la traçabilité des prestations effectuées et de la preuve, à tout moment, de la réalisation conformément aux exigences du CCTP de celles-ci.

4.2.4.2. LOGIQUE DE DEROULEMENT ET DE SUIVI DE PROJET

La prestation comprendra, en plus du temps de visite nécessaire des installations, les réunions suivantes qui se tiendront sur le site de l'AIA CF et seront fixées d'un commun accord lors de la réunion de lancement.

La réunion de lancement : la date de cette réunion sera planifiée dans la première quinzaine après notification du marché.

Au cours de cette réunion, le titulaire devra :

- Valider avec l'AIA CF l'organisation et les finalités de l'étude telle que définie dans le présent CCTP,
- Collecter des informations complémentaires nécessaires à la réalisation de cette étude,
- Présenter, pour validation, le planning détaillé du projet.

Cette réunion servira à la compréhension du besoin, à la revue des exigences et à l'établissement du certificat d'analyse des risques et mesures prises.

Des réunions de travail intermédiaires au cours desquelles le titulaire pourra :

- Présenter et commenter l'avancement de l'étude,
- Collecter les documents complémentaires nécessaires à la réalisation de l'étude,
- Présenter les points nécessitant la mise en œuvre d'actions de mise en conformité ou d'amélioration,
- Proposer les actions appropriées aux écarts constatés.

Le nombre et la forme (présence physique, visio, téléphone, ...) des réunions intermédiaires nécessaires seront estimés par le titulaire dans son planning détaillé.

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

La réunion de présentation finale aura lieu sous deux semaines à compter de l'envoi du projet de l'Etude De Danger au responsable de suivi de contrat. L'objectif consistera, pour le titulaire :

- À présenter le projet de l'étude et identifier ses principaux résultats,
- À répondre aux questions de l'AIA CF suite à la lecture du document,
- À prendre en compte les remarques et corrections proposées par l'AIA CF pour la version finale de l'étude.

La version finale de l'étude sera transmise sous deux semaines à compter de la tenue de cette réunion.

4.3. PLAN D'OPERATION INTERNE

4.3.1. EXIGENCES LIEES AU PERIMETRE DE LA PRESTATION

Le POI réalisé par le titulaire devra couvrir les activités de l'AIA CF recensées dans l'arrêté ministériel d'autorisation, en prenant en compte la présence de l'ensemble des activités pratiquées sur le site (Service des Energies Opérationnelles, Equipe des Etudes Techniques des Procédés Spéciaux de l'Armée de l'Air et de l'Espace, Groupe d'Investigation Cynophile, 4ème Brigade Aéro Combat, Groupe Essais Réception du Centre d'Essais en Vol).

4.3.2. EXIGENCES APPLICABLES A L'AIA CF

- La mise à disposition d'un responsable de suivi de contrat, interlocuteur privilégié pendant toute la durée de la prestation. Ce responsable sera le Chargé de Protection de l'Environnement,
- La mise à disposition du titulaire des documents généraux (documents généraux, schémas, plans des bâtiments, ...) ainsi que ceux plus spécifiques à la réalisation du POI (études de dangers, POI précédent, recensement ICPE SEVESO, consignes de sécurité, consignes environnementales...), et des documents demandés par le titulaire en début ou en cours de prestation,
- La validation des comptes rendus de réunion sous 8 jours calendaires maximum à compter de la réception des documents,
- L'accompagnement du titulaire pendant ses visites, muni de tous les badges et habilitations d'accès aux bâtiments par le responsable de suivi du contrat.

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

4.3.3. EXIGENCES RELATIVES AUX FOURNITURES ATTENDUES PAR L'AIA CF

Les fournitures attendues sont les suivantes :

- Projet de POI au format numérique modifiable pour relecture et validation adressée au responsable de suivi de contrat. Ce projet fera l'objet d'une présentation à l'occasion d'une réunion,
- POI définitif en 10 exemplaires papier présenté en classeurs au format A4 (possibilité de format A3 pour les plans) et en version numérique modifiable adressée au responsable de suivi de contrat.

Un lexique pourra utilement être mis en annexe du POI pour expliciter le vocabulaire spécifique.

Les comptes rendus des réunions sont à la charge du titulaire. Ils seront adressés par mail au responsable de suivi de contrat au plus tard 8 jours calendaires après la tenue de celles-ci. La validation par le responsable de suivi de contrat interviendra dans un délai maxi de 8 jours calendaires également à compter de la date de réception du mail.

4.3.4. EXIGENCES RELATIVES A LA STRUCTURATION DE LA PRESTATION

4.3.4.1. EXIGENCES DE MANAGEMENT, ORGANISATION DE LA PRESTATION

- Spécificité : le rédacteur du POI devra être une autre personne que celle ayant mené l'Etude De Danger, afin d'avoir un recul nécessaire pour l'établissement du Plan d'Opération Interne,
- Le titulaire mettra en place les ressources matérielles nécessaires à l'exécution des prestations,
- Le titulaire désignera un responsable unique pour l'exécution des prestations en charge :
 - De l'encadrement des opérateurs, de l'exécution des prestations, du respect des exigences réglementaires,
 - De la traçabilité des prestations effectuées et de la preuve, à tout moment, de la réalisation conformément aux exigences du CCTP de celles-ci.

4.3.4.2. LOGIQUE DE DEROULEMENT ET DE SUIVI DE PROJET

La réunion de lancement du projet POI se tiendra dans les 15 jours suivant la restitution de l'Etude De Danger.

Au cours de cette réunion, le titulaire devra :

- Valider avec l'AIA CF l'organisation et les finalités du POI telles que définies dans le présent CCTP,
- Collecter des informations complémentaires nécessaires à la réalisation de la prestation,
- Présenter, pour validation, le planning détaillé du projet.

Cette réunion servira à la compréhension du besoin et à la revue des exigences.

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

Des réunions de travail intermédiaires au cours desquelles le titulaire pourra :

- Présenter et commenter l'avancement de la prestation,
- Collecter les documents complémentaires nécessaires à la réalisation de la prestation,
- Présenter les points nécessitant la mise en œuvre d'actions par l'AIA CF,
- Proposer les actions d'amélioration appropriées.

Le nombre et la forme (présence physique, visio, téléphone, ...) des réunions intermédiaires nécessaires seront estimés par le titulaire dans son planning détaillé.

La réunion de présentation finale aura lieu sous deux semaines à compter de l'envoi du projet de POI au responsable de suivi de contrat. L'objectif consistera, pour le titulaire :

- À présenter le projet de POI et identifier ses principaux résultats,
- À répondre aux questions de l'AIA CF suite à la lecture du document,
- À prendre en compte les remarques et corrections proposées par l'AIA CF pour la version finale du document POI.

La version finale du POI sera transmise sous deux semaines à compter de la tenue de cette réunion.

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

4.4. GESTION DE LA DOCUMENTATION

Dès la notification du marché, le titulaire demandera à l'AIA CF tous les documents qu'il jugera utile à la préparation de la première réunion de lancement.

Toute autre donnée pertinente, nécessaire au bon déroulement de la mission devra être demandée par le titulaire à l'AIA CF à l'issue de la première réunion de lancement et suivant nécessité.

L'AIA CF ne fournira que les documents qu'il a en sa possession sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'un manque d'information pour l'exécution de sa mission. Il lui incombe, s'il le juge nécessaire, d'effectuer tous les constats complémentaires in situ.

4.5. MAITRISE DES COUTS ET DES DELAIS

Le titulaire proposera un planning de réalisation qui n'excédera pas 6 mois à compter de la notification.

Le titulaire s'engage à respecter le planning de réalisation du projet.

En cas de retard par rapport à ce planning, le titulaire, dès qu'il en aura connaissance, devra en informer sans délai le responsable de suivi de contrat.

Si l'AIA CF est la cause de ce retard, le titulaire pourra demander une prolongation de délai. Si ce retard est de la responsabilité du titulaire, celui-ci devra alors présenter un plan de rattrapage qui devra, lui aussi, recevoir l'aval du responsable de suivi de contrat.

Les modalités de communication seront formalisées lors de la réunion de lancement du marché.

Les interlocuteurs étatiques et du prestataire seront précisés ainsi que les moyens de communication : adresses mails, coordonnées téléphoniques ...

4.6. EXIGENCES DE QUALIFICATIONS POUR LA REALISATION DE LA PRESTATION

La prestation sera réalisée par du personnel qualifié et compétent, expert en risques technologiques.

Le titulaire justifiera de toute expérience jugée utile et en particulier :

- D'une bonne connaissance des milieux industriels et plus précisément de ceux avec des activités aéronautiques,
- D'une expérience dans les analyses de risques industriels et dans la réalisation d'Etude De Danger et Plan d'Opération Interne sur des sites SEVESO,
- D'une expérience dans l'analyse du risque pyrotechnique.

4.7. OPERATIONS DE VERIFICATION DE LA CONFORMITE, D'ACCEPTATION ET D'ADMISSION DE LA PRESTATION

Les prestations seront vérifiées par le responsable de suivi de contrat en présence et sous la responsabilité du correspondant désigné du titulaire.

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

Toutefois, l'absence du titulaire ou de son représentant ne fait pas obstacle au déroulement et à la validité des opérations de vérification. Les constatations faites par le pouvoir adjudicateur sont consignées dans un procès-verbal établi par le responsable de suivi de contrat, mentionnant les éventuelles réserves du titulaire.

A l'issue des vérifications, la personne désignée par le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, éventuellement assortie d'une réfaction, l'ajournement ou le rejet des prestations et notifie sa décision au titulaire dans un délai d'un mois à compter de la remise de la totalité des livrables. Le titulaire s'engage à lever les éventuelles non-conformités jusqu'à acceptation des prestations.

4.8. EXIGENCES LIEES AU SITE

4.8.1. CONDITIONS D'ACCES A L'AIA CF

L'AIA CF est classée en zone protégée (ZP). L'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.

Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer au règlement intérieur, aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur à l'AIA CF et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

L'exécution des travaux n'est autorisée que sous la réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :

- Toute demande d'accès à l'AIA CF fait l'objet d'une enquête administrative et doit avoir recueilli l'accord de l'Officier de Sécurité,
- Toute demande doit respecter les préavis suivants :
 - pour une personne de nationalité française : 48h,
 - pour un ressortissant de l'Union Européenne : 5 jours,
 - pour un ressortissant hors Union Européenne : 30 jours,

Ces demandes sont soumises à une enquête administrative d'une durée de validité de 1 mois.

- Demandes d'accès annuelles :

Le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant à l'AIA CF 2 mois avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste.

Cette demande est soumise à une enquête administrative d'une durée de validité de 3 ans maximum et doit être renouvelée à échéance.

Le titulaire devra transmettre les formulaires requis au RSC trois mois avant cette dernière.

- L'entrée de l'établissement s'effectue exclusivement par le Poste Accueil Filtrage (PAF).

Toute personne doit être en possession d'un badge fourni à l'entrée par le Poste Accueil Filtrage. Le port apparent du badge est obligatoire pour tous, dès l'entrée dans l'AIA CF et pendant tout le temps de présence dans l'emprise. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.

Le badge « visiteur » attribué dans le cadre d'une demande d'accès ponctuelle sera obligatoirement rendu au PAF à chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée.

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

- Les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement :
- Les interventions peuvent avoir lieu dans les locaux de l'AIA CF les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h18 à 16h06 et le vendredi de 7h18 à 14h06, et hors périodes de fermeture de l'établissement (périodes précisées lors de la réunion de lancement du marché),
- Une demande de travail en dehors des heures ouvrables (PTHP) devra être formulée vers l'officier de sécurité du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera nécessaire. Cette demande précisera le nom du personnel AIA responsable et supervisant ces travaux, la liste du personnel, l'horaire et le lieu d'exécution des prestations,
- Les véhicules autorisés à pénétrer dans l'emprise doivent être dépourvus de passager à bord. Le conducteur est tenu de marquer l'arrêt à hauteur du PAF pour son identification par l'agent de sécurité confirmé et présenter son badge au contrôle d'accès pour ouverture du dispositif,
- Le respect de la signalisation routière est impératif à l'intérieur de l'établissement, la circulation est soumise au strict respect des règles du code de la route,
- Aucun mouvement de véhicule n'est autorisé entre 7 h 00 et 7 h 20 et entre 16 h 00 et 16 h 20 du lundi au jeudi et entre 14 h 00 et 14 h 20 le vendredi,
- L'autorisation de stationnement est matérialisée par la remise d'un macaron. Les véhicules autorisés doivent être garés obligatoirement sur les zones de stationnement réservées à cet effet. Les remorques sont interdites (sauf autorisation du Bureau Sécurité),
- La responsabilité de l'AIA CF ne saurait, en aucun cas, être engagée, si un accident de la circulation survenait à l'intérieur de l'établissement à un membre du titulaire,
- L'autorisation d'accès et de stationnement avec un véhicule privé peut être retirée à tout moment en cas d'infraction aux règles de circulation du code de la route, pour des raisons de sécurité de défense ou pour non-respect du règlement intérieur de l'AIA CF,
- Interdiction d'utiliser les cars et autres véhicules militaires de l'établissement,
- Interdiction d'introduire dans l'établissement des produits ou objets pouvant présenter un danger pour l'intéressé, son entourage ou les installations (produits toxiques, stupéfiants, matériels électriques, divers outillages personnels, boissons alcoolisées, armes),
- Interdiction de prise de vue (de toute forme) dans l'emprise ou en direction de l'emprise AIA CF.
- Interdiction de quitter les locaux du chantier et de circuler dans l'établissement sans autorisation du responsable de l'exécution du marché; l'accès aux bâtiments non concernés par le chantier est strictement interdit,
- En application du décret 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et du décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à un usage collectif, il est interdit de fumer et de vapoter dans tous les lieux de travail couverts, y compris les bureaux individuels, et les bâtiments de restauration,
- Interdiction d'allumer un feu quelconque et de procéder à des travaux par point chaud (chalumeau et arc électrique notamment) sans demander un permis de feu au service de sécurité de l'établissement,

| | | |
|--|--|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p align="center">Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p align="center">Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|--|---|

- Toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être réalisées par la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) tant dans les véhicules que sur les personnes,
- L'attention du titulaire est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée s'il provoque un accident ou une détérioration du matériel appartenant à l'AIA CF,
- Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des vols qui pourraient être commis par ce dernier ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Les sous-traitants éventuels du titulaire seront astreints aux mêmes règles et à l'application des mêmes formalités. Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations et au respect du règlement intérieur se verra refuser l'accès au site. En cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement présentant un risque pour la sûreté du site, l'Officier de Sécurité se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

Nota : dans le cadre d'un contrat sensible exécuté dans une zone réservée en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Livraisons : en cas de livraison au titulaire par une entreprise extérieure, le titulaire devra faire connaître au Responsable de Suivi de Contrat la date de livraison et le nom de l'entreprise en charge de la livraison. Les chauffeurs livreurs doivent se présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) dès leur arrivée. Le PAF se charge ensuite de prévenir la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) qui appliquera le protocole livreur en vigueur à l'AIA CF. A l'issue, la BGA et le PAF doivent s'assurer de l'accompagnement du chauffeur livreur de l'entrée principale de l'AIA CF à son point de livraison puis jusqu'à sa sortie du site.

4.8.2. EXIGENCES CONCERNANT HSCT

Conformément l'arrêté du 19/05/2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprise extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, le responsable AIA des travaux, à savoir le chargé de protection de l'environnement, déclenchera une inspection commune des lieux de travail à l'issue de laquelle sera effectuée une analyse des risques. Un plan de prévention sera élaboré à partir des éléments recueillis.

Cette inspection doit être menée préalablement à l'exécution des travaux. Le plan de prévention devra être obligatoirement signé par les deux entreprises avant la date de début d'exécution des prestations.

L'échange d'un plan de prévention permettra au titulaire d'être en possession d'un inventaire suffisamment exhaustif des risques d'accidents du travail et maladie professionnelle auxquels ses personnels sont susceptibles d'être exposés au cours de l'intervention.

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

4.8.3. EXIGENCES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'objet du présent marché est une activité de conseils et d'études qui ne fait l'objet à priori d'aucune atteinte à l'environnement. Néanmoins, compte tenu de l'activité de conseil apportée, qui concerne des installations, activités, ouvrages ou travaux capables de générer des impacts sur l'environnement, un soin tout particulier doit, dans le cadre de cette activité, être apporté au niveau de la protection de l'environnement et du développement durable.

4.8.4. EXIGENCES DE CONFIDENTIALITE

Les documents produits (EDD et POI) comporteront sur chaque page les mentions « Diffusion Restreinte » en rouge et « Spécial France » en bleu.



Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte les documents techniques ainsi que tout ou partie des renseignements relatifs à la technologie, à l'activité du site sans autorisation écrite. Le titulaire a l'obligation de maîtrise des compétences de ses employés.

Le titulaire s'engage à communiquer les données « DR-SF » uniquement à l'aide des logiciels homologués et autorisés par le MINARM. Ces logiciels sont « ACID » et « ZED ! »

Clause concernant le « SPECIAL FRANCE » :

Conformément à l'IGI 1300, le titulaire s'engage à ne communiquer les informations qu'à des personnels de nationalité française uniquement ayant le besoin d'en connaître.

Tout document qui sera mis à disposition par l'AIA CF devra être considéré comme « CONFIDENTIEL INDUSTRIE / DIFFUSION RESTREINTE » et recevoir l'autorisation de celui-ci pour être emporté par le titulaire ou reproduit. Dans le cas où l'autorisation de sortie serait accordée, ils seront obligatoirement rendus dans un délai convenu d'un commun accord et toute reproduction sera étudiée au cas par cas. Elles feront l'objet d'une validation par le responsable de suivi de contrat.

A l'issue de la prestation, le titulaire conserve en lieu sûr les supports de stockage de données en fin de vie hébergeant des données du donneur d'ordres, en attendant de procéder à leur effacement ou à leur destruction avec des moyens adaptés visant à s'assurer qu'aucune donnée ne puisse être récupérée.

Le cas échéant, le titulaire ne met pas au rebut ou ne fait pas emporter par une société de maintenance, ou encore réutilise ces supports de sauvegarde à d'autres fins que celles prévues initialement sans l'autorisation expresse du donneur d'ordres.

| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p> | <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p> | <p>Référence : 01/2025/BMR/AIA CF</p> <p>Version : 1 du 01/06/2025</p> |
|--|---|---|

4.8.5. SEPARATION DES DONNEES DE L'ACHETEUR ET DES DONNEES D'AUTRES CLIENTS

Le titulaire conserve et traite les données de l'acheteur de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données de l'acheteur suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.

4.8.6. CLAUSES RELATIVES AUX INCIDENTS SUR LES SYSTEMES D'INFORMATION

Sur le système d'information de l'acheteur :

Le titulaire s'engage à signaler au donneur d'ordres, au plus tôt, tout incident de sécurité ou anomalies, qu'il serait amené à rencontrer ou observer durant l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Sur le système d'information du titulaire :

Le titulaire s'engage à signaler auprès des interlocuteurs en sécurité des systèmes d'information désignés par le donneur d'ordres, tout incident de sécurité susceptible d'affecter directement ou indirectement les données ou les systèmes d'information de l'acheteur.

4.8.7. RESPECT DES REGLES LIEES AUX SYSTEMES D'INFORMATION DU SIAE

Le titulaire s'engage à informer ses personnels qu'ils doivent se conformer aux règles de protection des systèmes d'information et des information sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôles en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux, système d'information et répertoire informatique concerné par le marché.

Pour assurer le respect de la sécurité des systèmes d'information du SIAé, le donneur d'ordre se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile de constater le bon respect des obligations précitées.